Seul 1/3 des CPND intègrent le genre

LES FAITS

- Des différences entre hommes et femmes dans les attitudes et priorités sur le changement climatique et les réponses politiques ont été démontrées. Les femmes tendent à préférer de manière significative les technologies sures et à éviter les solutions à risques élevés. Les recherches montrent que les femmes ont une empreinte carbone beaucoup moins importante que les hommes, principalement due à l'usage des transports, aux habitudes de consommation, etc.
- Les femmes sont toujours fortement sousreprésentées dans les processus décisionnels politiques, particulièrement dans les secteurs liés à l'atténuation. Elles détiennent seulement 7% des postes ministériels dans l'environnement, les ressources naturelles et l'énergie, et seulement 3% pour les sciences et technologies. C'est le cas dans les pays développés comme en développement (ONUDI-ONU Femmes 2011).

CPDn non genrée CPDn genrée Source WEDO Analyse des NDCs -2016

66%



- Les politiques d'atténuation actuelles sont aveugles au genre
- ► Femmes et hommes n'ont pas la même empreinte climatique
- Les femmes sont sous-représentées dans les processus de décision des politiques
- Les initiatives d'atténuation doivent reconnaitre les femmes comme des actrices clefs pour le climat. Il faut prioriser les politiques ayant des bénéfices sociaux pour les femmes et les hommes, tels que :
- Des formations intégrant le genre pour répondre aux écarts de compétences
- Plus de transports publics et des solutions décentralisées,
- Des incitations encourageant l'emploi des femmes dans le secteur des ER
- Mettre à l'échelle les projets d'énergie durables menées par des femmes avec des financements adaptés.
- Les femmes veulent des stratégies d'atténuation qui amènent une transition réelle.

Nous avons besoin de réductions drastiques des émissions suivant le principe des responsabilités communes mais différenciées, donc les stratégies d'atténuation devraient intégrer des changements structurels et de modes de vie (particulièrement dans les pays industrialisés) plutôt que de promouvoir de fausses solutions comme des mécanismes fondés sur le marché ou des technologies à risque: nucléaire, CSC, fracturation hydraulique...

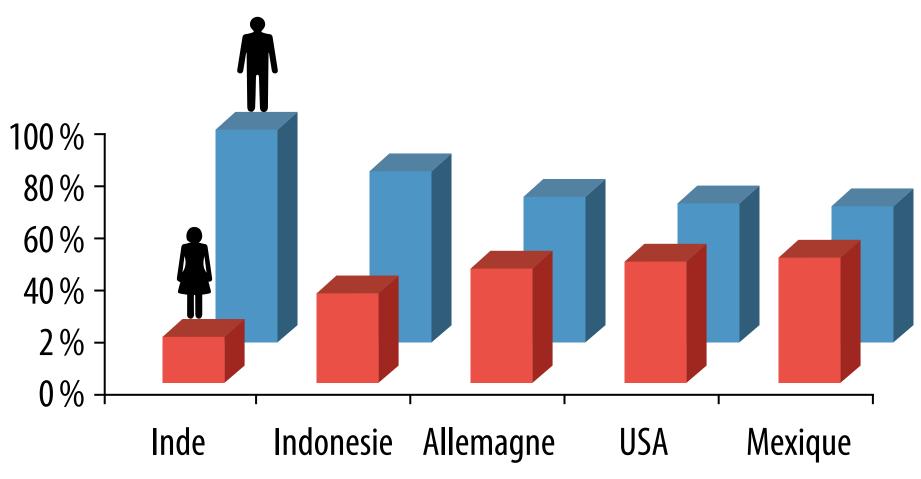
Les initiatives d'atténuation doivent être fondées sur des données désagrégées par sexe et utiliser des approches genre, comprenant des outils et méthodologies tels que des bilans d'impact genre dans la planification, la mise en œuvre et le suivi des politiques.

- Seuls 33% des contributions prévues déterminées au niveau national (CPDN) intègrent de manière explicite une dimension genre, mais surtout dans le contexte de l'adaptation et uniquement dans les pays en développement, rendant les engagements conditionnels au financement.
- Les inégalités de genre structurelles continuent d'exister dans les pays développés et en développement. Par conséquent, les initiatives d'atténuation aveugles au genre excluent des bénéfices durables sur le long terme pour les populations et les communautés et peuvent exacerber encore des inégalités de genre existantes.



Les foyers efficaces réduisent le CO2 et améliorent les conditions de vie des femmes

Les modes de consommation des femmes ont une moindre empreinte climat



Source: Nielsen 2014

Pourcentage d'hommes et de femmes ayant l'intention d'acheter une voiture dans les 2 années à venir

NOS RECOMMANDATIONS

70%

des plus pauvres dans le monde sont des femmes





LES FAITS

- Le Cadre technologique de l'Accord de Paris n'inclut pas la question du genre : les évaluations sociales, environnementales, et de besoins techniques ne sont pas obligatoires. Pourtant les femmes dans la plupart des pays ont moins accès à la technologie que les hommes, à cause d'un manque de moyens financiers ou de traditions patriarcales.
- Le Comité Technologique Exécutif ne compte que 25% de femmes et seulement 15% pour les membres du Conseil Consultatif du Réseau et Centre de Technologie Climatique les deux organes du mécanisme technologique de la CCNUCC.
- A la différence des mandats sur le genre développés pour le Fonds Vert pour le Climat, le transfert de technologie ne considère pas l'intégration du genre comme une obligation. Ce n'est donc pas une priorité pour les Parties. Le financement actuel du transfert de technologies climat ne prend pas en compte les problématiques de genre.

1,6 Mds

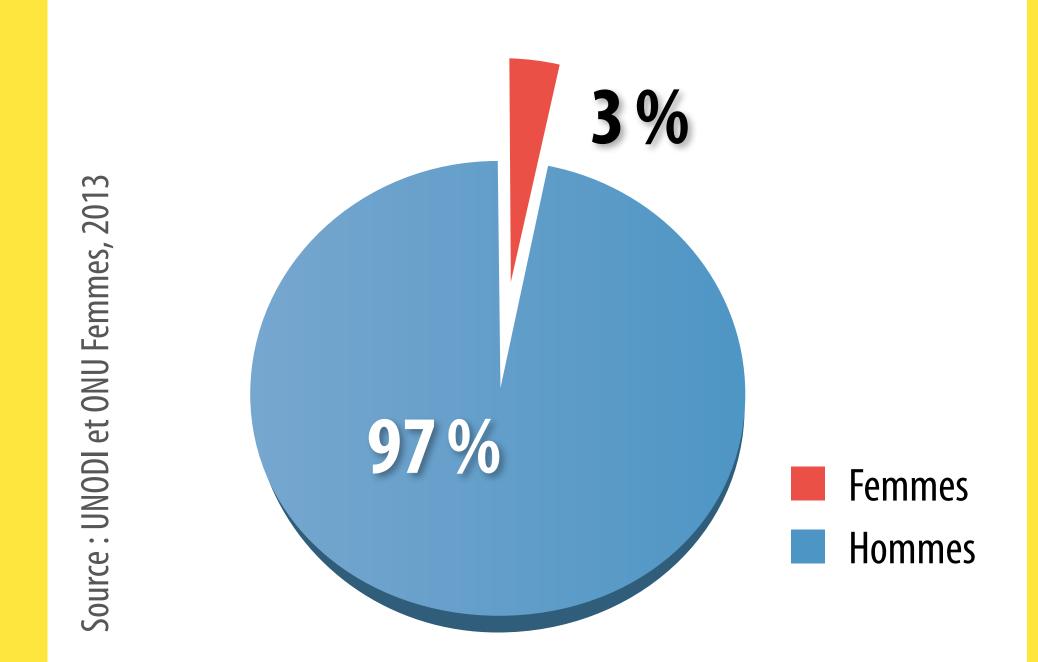
de personnes dans le monde n'ont pas accès à l'électricité. La plupart sont des femmes rurales

NOS RECOMMANDATIONS



Les femmes sont sous-représentées dans les ministères de l'environnement, de l'énergie, et des sciences

Postes gouvernementaux d'importance dans les sciences et la technologie





PRINCIPAUX DEFIS

- L'accord de Paris ne garantit pas un transfert de technologie sûr, écologique et sensible au genre,
- ▶ Les femmes sont sous-représentées dans les processus de développement de technologies climat
- La faible volonté politique pour intégrer le genre dans la technologie sape l'efficacité des politiques climatiques



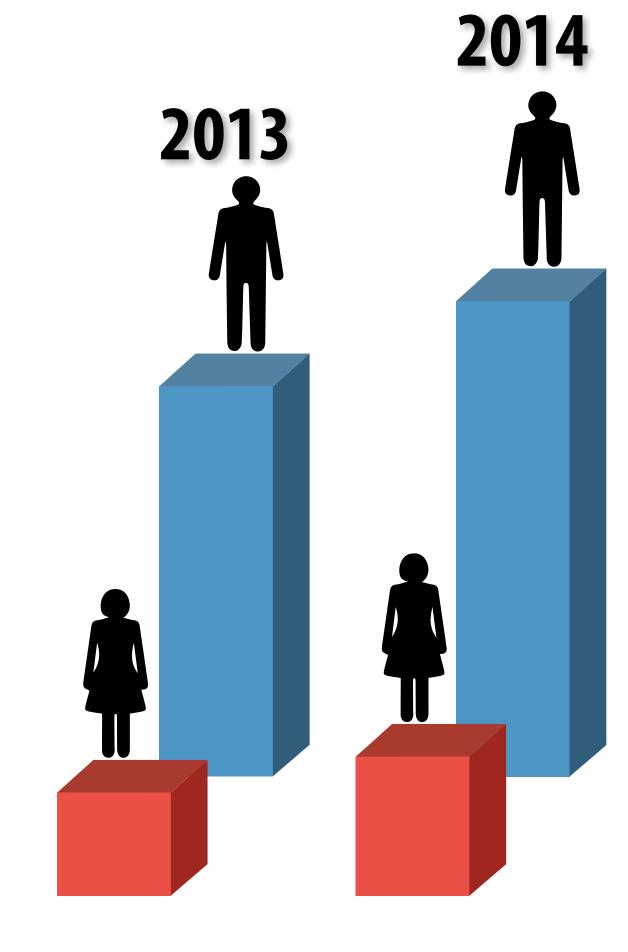
Formation technologique pour les femmes

Les femmes - encore minoritaires parmi les travailleurs de l'énergie solaire (Etats-Unis)

Les savoirs traditionnels, l'innovation, les compétences et les technologies développés au niveau local par les communautés et plus particulièrement par les femmes doivent être reconnus et renforcés.

Faciliter l'implication des femmes dans le développement et le transfert de technologies climat aux niveaux mondiaux et nationaux, garantir plus de partage de compétences, de renforcement des capacités et d'opportunités d'apprentissage pour toutes les femmes.

Etablir un mécanisme multilatéral dans le cadre technologique qui impliquerait les femmes de manière active afin de garantir que les technologies climat intègrent le genre, soient écologiquement et socialement sures, respectent les droits humains et appliquent le principe de précaution.



IRENA: emploi dans le secteur solaire aux Etats-Unis, 2013-2014



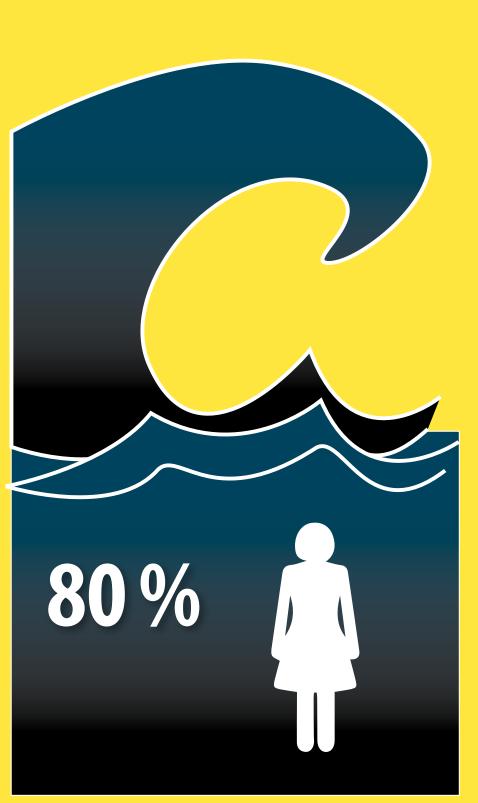
Les femmes en première ligne Genre & Pertes et dommages

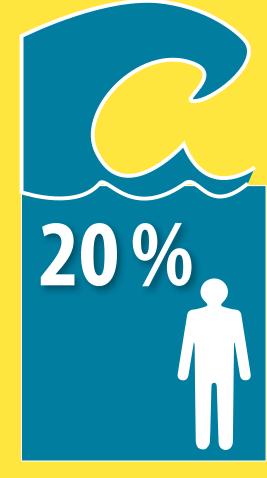
- Les migrations liées au climat augmentent dans et entre les pays. Les estimations vont de 50 à 200 millions de personnes déplacées. Les migrations climatiques à grande échelle renforcent les risques de conflit dans les communautés d'accueil car les tensions et la concurrence pour la possession des terres et des sites de réinstallation apparaissent.
- Le changement climatique expose les femmes à des risques plus élevés de conflit, de violence et de traite. Au cours des 60 dernières années, au moins 40% de tous les conflits intra-étatiques ont eu un lien avec les ressources naturelles et l'environnement. Les conflits, le manque de ressources et le besoin de garantir des modes de subsistance, aggravent encore davantage les flux migratoires.
- Les femmes sont disproportionnellement vulnérables aux impacts des conflits et de la migration. Elles sont non seulement exposées aux menaces traditionnelles d'un environnement violent, mais aussi aux dangers des longues migrations comme la faim, la déshydratation et les climats extrêmes, l'instabilité économique, l'insécurité alimentaire et financière, l'accès limité aux services de base et le risque accru de violence de genre.

50 - 75 %

des petites filles sont déscolarisées après un cyclone

Les femmes et les enfants ont 14 fois plus de chances de mourir que les hommes lors d'une catastrophe naturelle





80% des victimes du cyclone Sidr au Bengladesh étaient des femmes et des filles

LES FAITS



Tsunami dans les Philippines

PRINCIPAUX DEFIS

- Les pertes et dommages irréversibles affectent davantage les femmes
- Les dommages liés au climat exacerbent les inégalités de genre et les discriminations
- Les dommages liés au climats augmentent les migrations forcées et déclenchent des conflits



Formation locale de secours au Vietnam

NOS RECOMMENDATIONS



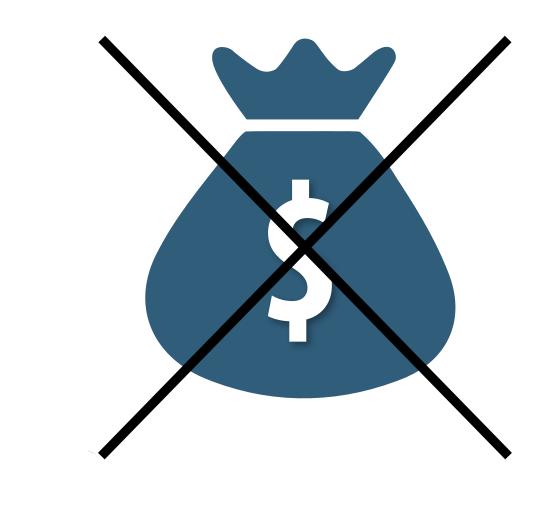
Adopter un processus de réparation et un fonds de compensation pour les pays et communautés les plus impactés par le changement climatique, à travers le mécanisme international de Varsovie.

Adopter un cadre international de protection légale pour les réfugiés et migrants climatiques dans lequel leurs droits humains sont pleinement respectés. Inclure « réfugié climatique » comme critère d'obtention du statut de réfugié.

Assurer la participation des communautés affectées par le changement climatique, particulièrement les femmes, dans les processus d'élaboration des politiques climatiques et environnementales et dans les dialogues politiques et les négociations sur la paix et la sécurité.

Les catastrophes naturelles provoquent la perte des sources de revenu des femmes.

En 2008 le cyclone Nargis au Myamar a fait perdre leur principale source de revenus à 87% des femmes célibatires et 100% des femmes mariées



Source : UNFPA, WEDO : Femmes en première ligne, 2009



- Le changement climatique affecte les femmes de manière disproportionnée, car elles ont un moindre accès aux revenus, à l'éducation et aux processus décisionnels politiques. Elles sont considérées comme victimes du climat, alors qu'elles développent partout des stratégies d'adaptation climatique répondant aux besoins de leurs communautés, car elles détiennent souvent les savoir-faire traditionnels pour une agriculture écologique et résiliente, la protection des ressources et la gestion de l'eau, ou la conservation de la nourriture et de l'énergie.
- Les pays développés ne remplissent pas leurs obligations de financement et d'appui aux actions d'adaptation dans les pays en développement. Le financement climat est insuffisant : en 2016 le Fond Vert pour le Climat a attribué moins de la moitié des ressources prévues initialement pour l'aide au développement sobre en carbone (\$1 milliard au lieu de \$2,5), et moins de 10% de cet engagement servira à l'adaptation.
- Si le genre n'est pas pris en considération dans la planification des actions d'adaptation et si les femmes ne sont pas consultées, les actions climatiques risquent de n'être ni pertinentes ni durables. Par exemple, les femmes sont souvent chargées de la gestion de l'eau mais, si elles ne sont pas consultées à propos des lieux où construire de nouveaux puits ou toilettes, ils risquent d'être placés trop loin du village, augmentant la charge de travail des femmes et leur vulnérabilité.

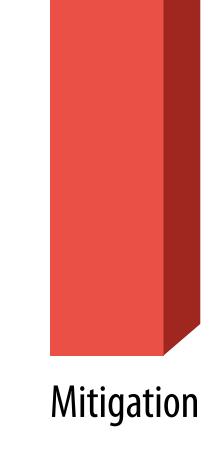
Le financement de l'adaptation est inadéquat!

Répartition des financements climat en 2015

47,6 Mds

9,9 Mds

Adaptation



4,3 Mds



OCDE-CIP

LES FAITS



Programme de leadership pour les jeunes-filles



Femme vendant au marché local — Amérique Latine

PRINCIPAUX DEFIS

- Les femmes sont souvent considérées comme des «victimes» et non comme des actrices de la résilience climatique
- ► Trop peu de moyens financiers, de transfert de technologies et de renforcement des capacités son alloués à l'adaptation climatique
- Les programmes d'adaptation n'intégrant pas le genre sont moins efficaces

NOS RECOMMENDATIONS



des services de care sont assumés par les femmes

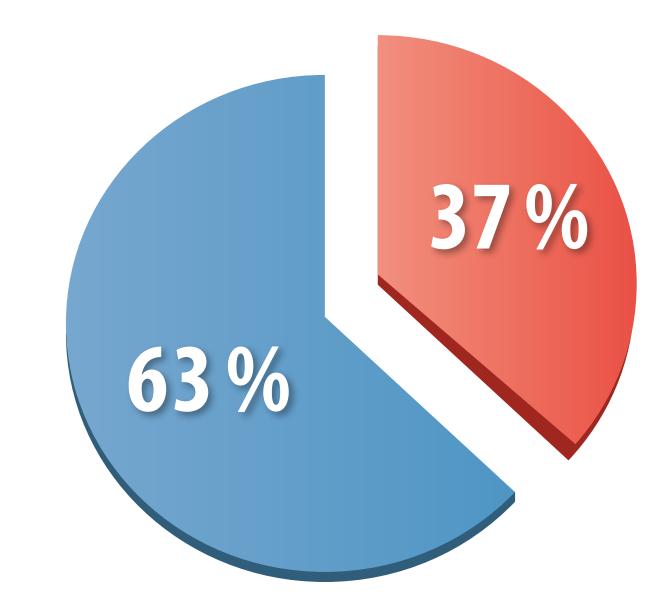
Reconnaitre les femmes comme des actrices fondamentales des solutions climatiques durables et comme agents de changement : elles apportent des idées, un savoir et d'autres ressources dans les processus de prise de décision et de développement, dans la mise en œuvre et l'évaluation des politiques d'adaptation.

Inclure les femmes dans les projets d'adaptation communautaires. Les actions d'adaptation efficaces doivent être menées par la communauté, et les femmes sont des contributrices importantes car elles gèrent les ressources naturelles pour la subsistance de leurs familles et ont dû développer des stratégies pour faire face aux risques climatiques.

Renforcer les capacités des femmes pour promouvoir leur leadership en matière de résilience communautaire et de politiques climatiques nationales et internationales. Les femmes devraient être activement impliquées dans les programmes d'adaptation au changement climatique, tout particulièrement dans les domaines de l'agriculture, de la sécurité alimentaire, de l'énergie et de la santé.

Les femmes ont moins de droits à posséder, utiliser et contrôler les terres

Sur 160 pays, seuls 37% donnent aux femmes des droits sur les terres



Droits terriens égaux pour les femmesPas de droits terriens égaux pour les femmes

OECD, 2014



Femmes pour des économies durables et justes Genre et transition juste et équitable

- La nécessité de planifier la transition vers des économies nouvelles et durables fournit des opportunités de créer des économies plus justes, équitables, adaptées au genre et localisées qui fournissent du travail décent pour tous et une distribution équitable de ressources, de temps et de pouvoir.
- Pour planifier une transition juste, il faut reconnaitre la charge de travail non rémunéré assumé par les femmes dans la fourniture de services essentiels: l'agriculture de subsistance, la santé et les soins aux enfants, le travail domestique, mais aussi le rôle des femmes dans la mise en œuvre des modèles de développement durable tels que l'agro-écologie, les microcommerces, les coopératives. Il faut répondre au problème de la division sexuée du travail et appuyer les femmes dans la promotion de modèles de développement alternatifs.
- Une transition juste et équitable fournit l'opportunité de repenser la valeur du travail et les bénéfices sociaux d'une augmentation du temps hors-travail, de la croissance de la communauté, de l'expansion des biens communs et d'un engagement démocratique amélioré, plutôt que la croissance de la consommation, de la production et du profit.

Les femmes supportent le poids du travail de « care »

90% des services de soin dans les pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est ainsi que sub-sahariens sont assurés par les femmes

10%



CARE: Cultivons l'égalité, 2015

PRINCIPAUX DEFIS

- ► La transition vers des économies décarbonées doit répondre aux défis sociaux
- Le concept de « transitions justes » doit intégrer l'égalité des sexes
- Des économies locales, justes et durables, fondées sur la préservation des écosystèmes et des savoir-faire traditionnels sont essentielles pour une transition juste



Les marchés locaux créent des revenus pour les femmes

LES FAITS



Femmes en corvée de lessive dans un fleuve

NOS RECOMMENDATIONS

15 - 50%

Ecart salarial:

les femmes gagnent entre 15 et 50% de moins que les hommes



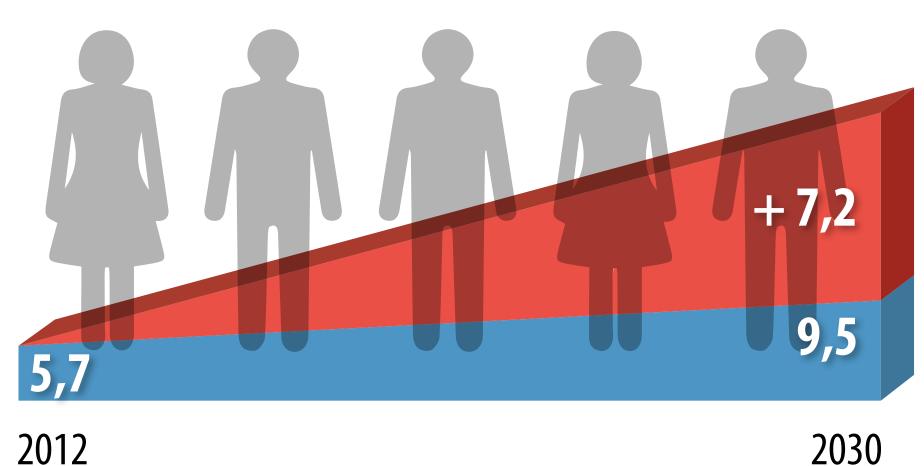
Valoriser le travail de soin non rémunéré et le travail informel, majoritairement assumés par des femmes à travers le monde, et le redistribuer équitablement. Renforcer la place des femmes dans les études scientifiques, technologiques, d'ingénierie et de mathématiques.

Soutenir les initiatives communautaires telles que la démocratie énergétique, les coopératives agro-écologiques, la restauration de biens publics, les services publics et l'emploi public qui font progresser les droits humains des femmes et protègent l'environnement.

Promouvoir des changements systémiques dans la gouvernance économique mondiale vers des économies durables et circulaires ainsi que des réformes dans les politiques fiscales et monétaires nationales. Les Etats doivent pouvoir règlementer dans l'intérêt public sans être bloqués par des protections d'investisseurs dans le cadre d'accords commerciaux préférentiels, des dettes ou des limitations de l'organisation mondiale du commerce.

Des millions d'emplois verts pour les hommes et les femmes?

Tendances mondiales dans le secteur ER, 2015-2030



2012

- **ER** map 2030 options
- Chiffres de référence

IRENA – 2012



- La plupart des mécanismes de financement, malgré leurs stratégies genre, n'appuient pas assez d'actions adaptées au genre. Elles ciblent la mise à l'échelle ou la bancabilité, mais pas les bénéfices sociaux pour les communautés locales. Les femmes ne sont pas incluses dans les processus nationaux qui déterminent les priorités de financement.
- Les flux actuels de la finance climat ne répondent pas aux besoins des personnes les plus affectées. Les initiatives de petite échelle, menées par les communautés, qui sont essentielles pour répondre au dérèglement climatique, ne sont souvent pas considérées comme une priorité de financement.
- Les pays développés cherchent à remplacer leurs obligations financières dans le cadre de la Convention en concentrant les fonds publics comme leviers d'investissements climat privés. Ceci résulte dans des grands projets d'atténuation qui ne répondent pas aux besoins des personnes les plus affectées, et ont parfois des impacts négatifs sur les peuples indigènes et les femmes. Les investisseurs privés sont rarement tenus pour responsables des violations des droits humains et des droits des femme.

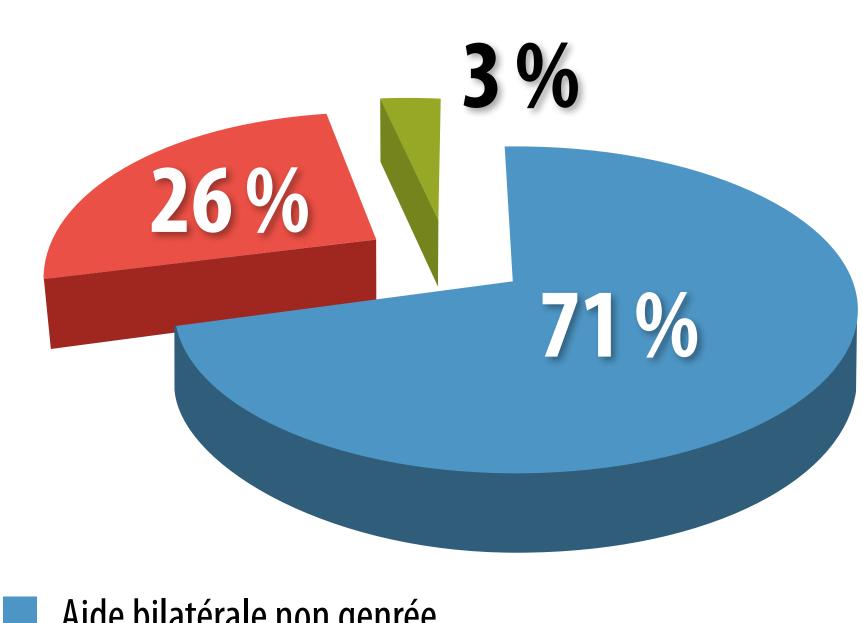


NOS RECOMMENDATIONS

Les femmes dépensent 90% de leur revenu pour leur famille

Les financements climat n'intègrent pas le genre

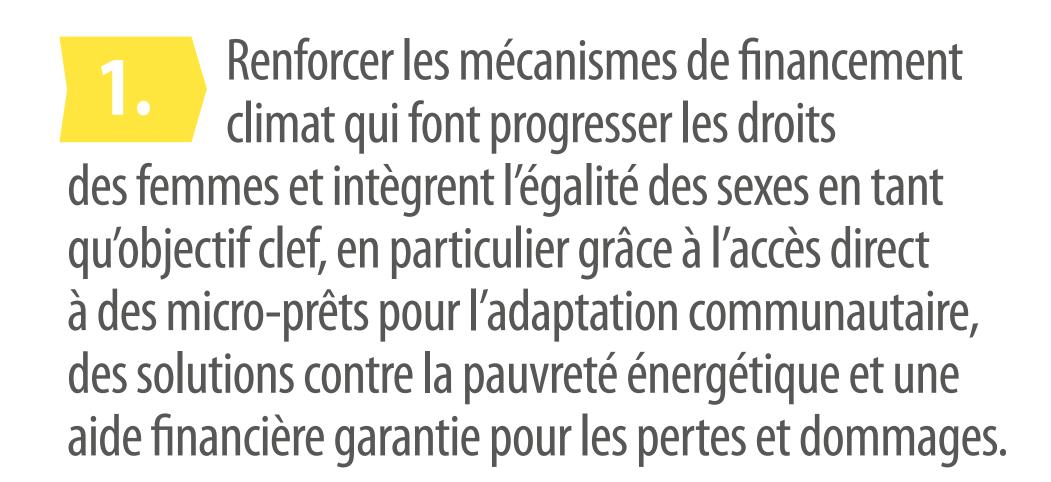
Aide climat bilatérale OCDE-CAD en 2013



- Aide bilatérale non genrée
- Genre = objectif secondaire
- Genre = objectif principal

PRINCIPAUX DEFIS

- ► Les femmes ont trop peu accès aux financements climat
- Le financement climatique mondial ne répond pas aux besoins réels dans les pays en développement
- Sans protections adéquates, les financements climat aveugles au genre peuvent exacerber les inégalités existantes.



Etablir des protections pour l'égalité de genre et l'intégrité environnementale et la reddition de comptes grâce à l'implication participative des femmes et des communautés dans la mise en œuvre de tout financement lié au climat.

Etablir des sources de revenus publics additionnels et innovants pour que le financement climatique public appuie les pays en développement : une taxe mondiale sur les transactions financières, l'élimination des subventions aux combustibles fossiles ou la réorientation des budgets militaires.

LES FAITS



Investir pour la santé et les droits reproductifs et sexuels, Inde

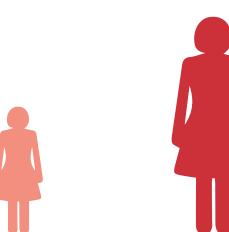


Les coopératives d'huile d'argan assurent aux femmes une autonomie financière

Pas de parité dans les instances décisionnelles des fonds climat

Participation des femmes dans les conseils d'administration des fonds climat en 2015









Fonds pour l'Environnement Mondial

- Fonds Vert pour le Climat
- Fonds d'Investissement pour le Climat
- Mécanisme de Développement Propre
- Fonds d'Adaptation

Source: Roots for the Future, IUCN & GGCA, 2015

